



AVENIR

Senegaal Bi Ñu Bëgg



Vision

SENEGAAL BI ÑU BËGG

Siege: 527 Sicap Baobab x Bourgiba, (3^e etage), Dakar, Senegal

Web : www.avenir-senegal.com

Email: info@avenir-senegal.com

Tel: 77 613 67 27

Introduction

Le Sénégal est dans une impasse. Malgré la qualité de ses ressources humaines et son potentiel économique reconnu, le pays est encore profondément enraciné dans une pauvreté endémique qui touche plus de la moitié de la population. Les plans et programmes proposés par les gouvernements d'hier et d'aujourd'hui sont visiblement inappropriés pour sortir le pays de l'impasse et pour aborder une trajectoire de transformation économique et sociale. Avec un taux de croissance moyen annuel de moins de 3% entre 2003 et 2013, le Sénégal est structurellement incapable de créer les conditions endogènes de l'émergence et du développement.

Le chômage des jeunes a atteint des proportions traumatisantes. Au lieu d'être le principal atout du Sénégal dans ses stratégies de développement, la jeunesse devient pour tous les gouvernements un problème majeur, faute d'une vision stratégique et de courage politique pour opérer les réformes nécessaires.

Les tentatives de rupture dans le modèle de gouvernance initiées par les différents régimes ont échoué. La déception et l'angoisse s'installent chez les Sénégalais. Les perspectives d'un avenir meilleur s'éloignent car le peuple doute de la capacité de l'élite politique actuelle à changer le pays, en le libérant d'un système de corruption, de pillage et d'accaparement des ressources publiques installé bien avant l'indépendance. Plus encore, le système partisan qui est jusqu'ici le seul cadre de production d'offres politiques et de projets de société est largement discrédité.

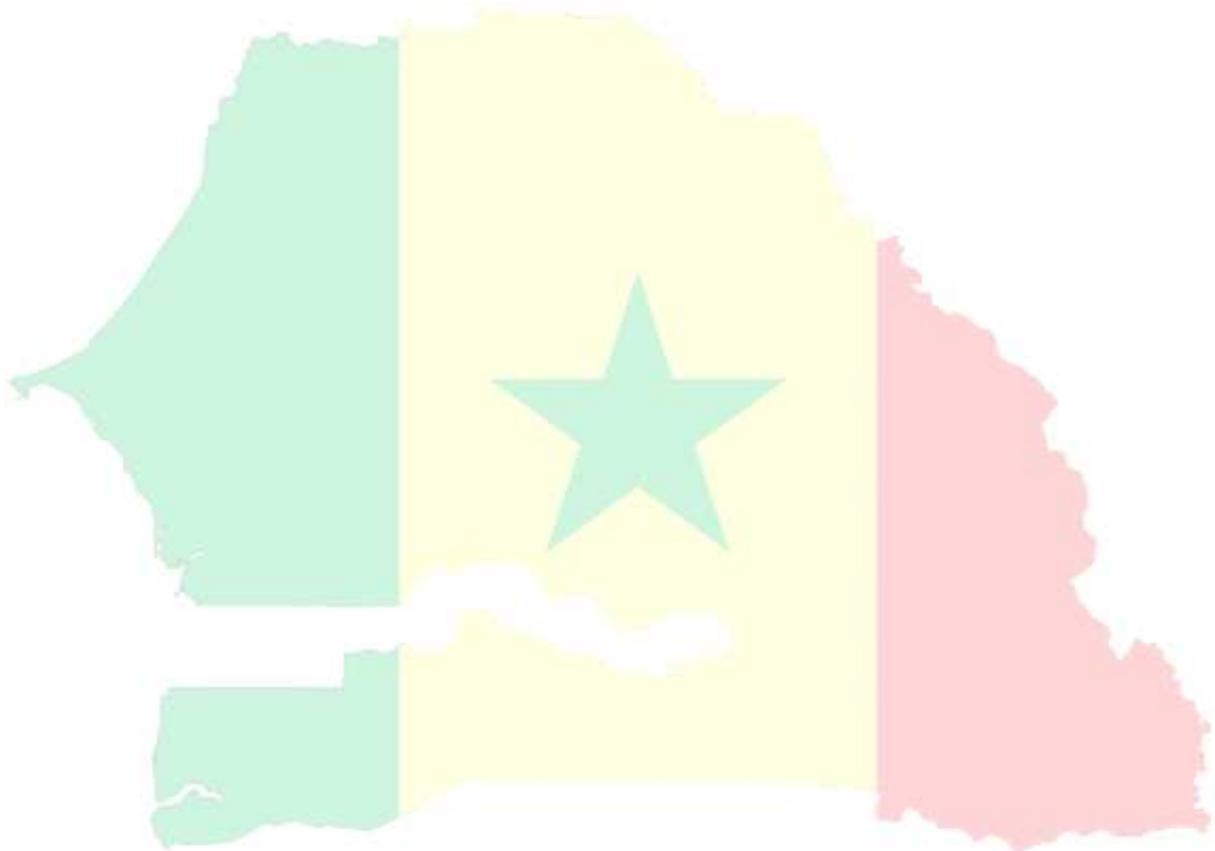
Dans un tel contexte, la construction et la proposition d'une offre politique de rupture, alternative, inclusive et radicalement différente, est un impératif. Ce nouveau projet politique, dont la finalité est la construction d'une société refondée, en harmonie avec elle-même et offrant des opportunités d'épanouissement individuel et collectif à tous, doit être l'affaire de tout Sénégalais ayant à cœur le devenir de notre pays et épris de solidarité et de justice sociale.

Ce projet ne peut être bâti autour d'une personne. Il doit être l'œuvre d'une équipe, de la conception à la mise en œuvre. C'est une telle ambition que les Assises nationales avaient offerte au Sénégal, mais les propositions consensuelles issues de ces assises ont été trahies par les ambitions personnelles, les intérêts partisans et l'obsession de l'accès au pouvoir.

Notre projet est une initiative d'un groupe de patriotes sénégalais exerçant des activités à différents niveaux, dans le secteur public comme dans le secteur privé, dans les villes comme dans les campagnes, aussi bien au plan national qu'international. Ces Sénégalais pensent qu'il est temps de constituer une force de contribution susceptible d'offrir, à terme, une alternative crédible aux modes de gestion des affaires publiques que le pays a connus jusqu'ici. Depuis trop longtemps, la scène politique nationale est en effet dominée par des partis politiques et groupes de pression, avec comme seuls objectifs la jouissance du pouvoir, au détriment de la satisfaction des besoins essentiels des populations. C'est ce qui est à la base de la mal gouvernance qui caractérise notre pays, une mal gouvernance exacerbée par un certain « monolithisme » dans la gestion des affaires publiques.

Les membres de ce groupeont décidé d'assurer leur part de responsabilité, en fédérant les aspirations des populations en faveur d'une nouvelle forme de gouvernance capable de procurer plus de bien-être à tous et en s'investissant dans une mission de mobilisation de leurs compatriotes sans exclusive aucune, pour offrir des solutions porteuses de changements dans la conduite des affaires du pays.

Nous vous proposons de reconstruire ensemble ce rêve d'un Sénégal meilleur. Nous vous proposons la construction d'une plateforme politique patriotique dans laquelle chaque citoyen et chaque citoyenne s'engagera à la construction du Sénégal de demain.



NOTRE CREDO

« Soyons l'exemple du changement que nous voulons »

Le Sénégal est un pays qui a tout pour décoller mais qui est garroté et bloqué par un mode de gouvernance politique et économique incapable de libérer les énergies pour porter le pays vers le progrès et le bien-être auxquels les populations ont le droit de prétendre.

Les élites politiques sénégalaises d'hier comme d'aujourd'hui partagent la même culture politique fondée sur le clientélisme, qui fait de la corruption et de la redistribution des prébendes et privilèges, à la fois des finalités et des instruments de gouvernance, de gestion du pouvoir et de l'administration.

Les ruptures politiques conquises de haute lutte par le peuple sénégalais, matérialisées par les alternances de 2000 et 2012, n'ont pas engendré une rupture radicale dans le mode de gouvernance clientéliste de l'Etat, le gaspillage des ressources publiques et le modèle d'organisation de notre économie. Au contraire, ces alternances ont facilité la reproduction au pouvoir de groupes politiques dépourvus d'une vision claire et partagée par les populations sur le développement du Sénégal. Le changement des acteurs n'a pas entraîné le changement du système qui, lui-même, est à bout de souffle.

Aujourd'hui encore, la séparation des pouvoirs purement théorique, consacre en fait la prédominance de l'Exécutif sur tous les autres pouvoirs, la déresponsabilisation d'un Président de la République omnipotent. L'Assemblée nationale est soumise, réduite au rôle d'organe de soutien et de chambre d'enregistrement. La Justice est instrumentalisée.

Mais, convaincus que "*Là où croît le danger, croît également ce qui sauve*", d'autres Sénégalais, encore plus nombreux, ont refusé de baisser les bras et se sont engagés, chacun dans son domaine de compétence, à être un moteur de la transformation et des changements que nous voulons.

Avec ces Sénégalais, nous nous engageons à formuler une offre politique nouvelle permettant de bâtir de nouvelles institutions, une nouvelle gouvernance, une nouvelle République et une nouvelle société grâce à l'action solidaire et patriotique de nouveaux acteurs politiques soustraits des cercles clientélistes et entièrement dévoués à l'intérêt général.

Avec ces Sénégalais qui font de leur engagement un sacerdoce, nous nous engageons à élaborer une offre politique ambitieuse, permettant de bâtir un nouveau cadre de performances économiques favorable à la création de richesses équitablement redistribuées et porteur d'un niveau de croissance durable susceptible de modifier le visage de notre pays et d'offrir des opportunités d'emploi à sa jeunesse.

Avec ces Sénégalais, nous bâtissons un nouveau leadership porté non pas par une personne mais par une équipe de Sénégalais et de Sénégalaises compétents, vertueux et patriotes. Dans une entreprise

aussi gigantesque de transformation sociale, nous mettrons en avant des leaders politiques totalement dévoués, désintéressés et intègres, porteurs d'une ambition pour leur pays et réceptifs aux attentes des populations.

Ces leaders existent dans notre société. Pour assurer leur émergence, il nous faut ouvrir et décloisonner l'espace politique, moderniser le débat, moraliser le jeu politique et permettre ainsi à notre pays de bénéficier de l'expertise de ses filles et de ses fils les plus compétents et les plus intègres. L'exemplarité de ces « nouveaux types de leaders » sera le levain de l'émergence de « nouveaux types de citoyens » qui seront des acteurs majeurs du renouveau.

Le réveil citoyen fera bouger les lignes et fournira la détermination qui a manqué ces dernières années pour produire les ruptures indispensables.

C'est pourquoi nous soutiendrons et accompagnerons résolument le développement et l'affirmation de mouvements de citoyens, notamment chez les jeunes, dont l'engagement et la détermination ont permis au Sénégal de s'offrir en exemple dans l'engagement citoyen pour la consolidation des acquis démocratiques.

La médiocrité du quotidien de la majorité de nos concitoyens ne relève pas de la fatalité. Nous pouvons vivre mieux, dans un meilleur cadre de vie et avec de meilleures perspectives d'avenir.

Nous prouverons que le sous-développement n'est pas une fatalité. Au-delà de la politique, nous ouvrirons le temps du développement inclusif et durable.

C'est le pacte que nous scellons avec les Sénégalais et les Sénégalaises à travers un projet de société alternatif radicalement différent de tout ce que notre pays a connu jusqu'ici.

Nous reconnaissons le caractère résolument patriotique et progressiste des travaux et réflexions menés depuis quelques années par de nombreux acteurs, notamment les Assises Nationales et la Commission Nationale de Réforme des Institutions, qui, entre autres, inspirent notre vision et notre projet politique.

Notre Vision : UN NOUVEAU SENEGAL

Notre vision est celle d'un Sénégal démocratique et en paix, qui offre des opportunités économiques durables à ses citoyens et qui garantit leur sécurité, leurs libertés civiles et politiques et leurs droits inaliénables d'accès aux services sociaux nécessaires à la préservation de leur dignité.

Notre vision est celle d'un Sénégal dirigé par des hommes et femmes intègres et compétents qui poursuivent exclusivement l'intérêt général, soumis à l'obligation de résultats et de reddition de comptes, portant la voix souveraine du Sénégal et défendant ses intérêts ainsi que ceux de l'Afrique dans le monde.

Notre vision est celle d'une République debout et refondée, ciment d'une Nation en harmonie avec elle-même, valorisant la citoyenneté active, l'Etat de droit et la contribution des communautés à la construction du pays.

Nous comptons agir sur quatre leviers pour opérer les ruptures nécessaires à la construction d'un Sénégal nouveau.

Ces leviers sont les suivants:

- Reconstruire les institutions et l'État de droit;
- Consolider la nation, moderniser la société et reconstruire notre socle de valeurs pour vivre ensemble;
- Valoriser et relancer les secteurs de production;
- Consolider la place du Sénégal en Afrique et dans le monde.

I. RECONSTRUIRE LES INSTITUTIONS ET L'ÉTAT DE DROIT

La République sera fondée sur la primauté du droit et le respect de la Loi. L'effort de transformation sera axé, dans un premier temps, sur le rétablissement des fondamentaux de la République et la réactivation des valeurs essentielles à sa bonne marche, puis sur la réhabilitation et la restauration de la crédibilité de l'administration publique. A cet égard,

Nous veillerons à la sacralisation de la Constitution et sa soustraction de toute possibilité de manipulation à des fins politiciennes.

Nous préciserons, à cette fin:

- d'une part les domaines de la Constitution qui ne pourront plus faire l'objet de révision, à savoir: la forme républicaine, la laïcité et le caractère unitaire, démocratique et décentralisé de l'État; la durée et le nombre de mandats consécutifs du Président de la République; l'obligation de reddition des comptes;
- et d'autre part, les dispositions qui ne pourront être révisées que par voie référendaire, notamment: les champs de compétence des institutions de la République; les rapports réciproques entre les Pouvoirs; les symboles et attributs de la République; le mode d'élection du Président de la République ainsi que les libertés fondamentales de la personne humaine;

Nous garantirons la séparation effective des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et particulièrement l'indépendance du système judiciaire, sous le contrôle des citoyens organisés et de corps de contrôle autonomes;

Nous renforcerons la légitimité des institutions en reconstruisant une République qui valorise et intègre les réalités socioculturelles, les normes et valeurs sénégalaises ;

Nous garantirons le respect des droits et obligations catégoriels (femmes, enfants handicapés, etc.), par tous les citoyens et notamment par les élites dirigeantes, comme principal facteur de transformation économique et sociale ;

Nous assurerons la consolidation des libertés publiques et la consécration des droits économiques et sociaux des citoyens, avec obligation pour l'État de donner la priorité à la satisfaction des besoins de base, tels que l'alimentation, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable et à l'électricité ; etc.

Nous rétablirons la normalité républicaine, en garantissant l'égalité de tous les citoyens devant la loi et en leur donnant les moyens légaux, organisationnels et moraux, d'obtenir justice et réparation lorsque leurs droits ou intérêts sont violés ;

Nous réhabiliterons l'administration publique, par la promotion des principes de neutralité, de transparence et de stabilité et par la mise en place de structures, de méthodes de gestion

opérationnelle et de procédures de recrutement, de gestion des carrières et de rémunération, rationalisées et formalisées ;

Nous prendrons des mesures de promotion et de renforcement du professionnalisme et de l'intégrité du personnel de l'État à tous les niveaux, afin de briser les mauvaises habitudes liées au « patrimonialisme », au clientélisme, à la corruption et aux conflits d'intérêts et de disposer d'une administration entièrement dédiée à la satisfaction de l'intérêt général ;

Nous mettrons en place une véritable fonction publique locale et procéderons au déploiement de services administratifs déconcentrés bien adaptés, ainsi qu'à l'allocation de ressources appropriées, pour assurer les conditions de réussite d'une décentralisation effective et d'un développement local harmonieux ;

Nous réduirons les agences «nationales» au strict minimum, en veillant à ne pas substituer leurs attributions aux missions normales de l'administration et en leur assignant des obligations de résultats à terme au moyen de contrats-plans ;

Nous généraliserons l'appel à candidatures pour pourvoir aux postes de direction des agences nationales et des entreprises publiques et mettrons en place un processus de sélection fondé sur la compétence et l'intégrité;

Nous garantirons la fourniture par l'administration de biens et services publics de qualité aux citoyens et aux usagers, quels que soient leur niveau de vie ou condition sociale, y compris une information accessible en permanence. Cette administration juste et équitable se conformera strictement à la déontologie et répondra de ses actes ;

Nous appuierons, dans le souci d'améliorer constamment les prestations de service public, la mise en œuvre d'un véritable «marketing public», par l'organisation régulière de sondages auprès des usagers du service public et la réalisation d'«audits sociaux» périodiques par les citoyens.

II. CONSOLIDER LA NATION, MODERNISER LA SOCIETE ET RECONSTRUIRE NOTRE SOCLE DE VALEURS POUR VIVRE ENSEMBLE

Les mutations rapides auxquelles la société sénégalaise fait face ont partiellement brouillé les repères et les cadres moraux qui servaient à baliser les conduites individuelles et collectives. Le rejet des références véhiculées par l'État « importé », la perte de crédibilité des élites politiques et l'absence de vrais modèles d'intégrité pour la population, en particulier les jeunes, ont conduit ces derniers à développer des comportements de réaction hostiles à l'État et nocifs à la cohésion sociale nationale.

Nous proposons aux Sénégalais un nouveau "contrat social" comme base d'une société nouvelle en harmonie avec elle-même, adossée à ses valeurs les plus positives et donnant à chacun de ses membres les ressources nécessaires pour faire face à toutes les contraintes que génère la mondialisation.

Notre projet de société mettra un terme définitif aux pratiques de prédation qui gangrènent l'État et rendent inefficaces tous les efforts de développement, ainsi qu'à l'indiscipline, l'incivisme et le laisser-aller qui caractérisent notre pays.

Nous restaurerons la confiance entre l'État et les citoyens en assurant à ces derniers qu'aucun acteur de l'État n'aura plus un accès indu à des ressources publiques sans aucun impact sur la vie des citoyens, parce qu'utilisées essentiellement pour créer et entretenir une clientèle politique, polluant ainsi le débat public et contribuant à déresponsabiliser les citoyens ;

Nous donnerons à chaque citoyen un accès égal et garanti par les lois aux opportunités qu'offre la République ;

Nous ferons de l'éthique et du respect une norme structurante de la vie en société, du fonctionnement des institutions et de l'Administration, de la gestion du patrimoine public et du rapport entre les personnes et entre elles et l'environnement naturel ;

Nous moraliserons l'espace politique en promouvant un code de valeurs et de comportements qui réconcilie le citoyen avec la politique et élève la vertu dans la gestion des affaires publiques au rang de norme structurante;

Nous donnerons à la solidarité nationale sa véritable vocation en appuyant l'action bénévole et désintéressée des citoyens envers d'autres citoyens, le volontariat et le mécénat et mettrons un terme aux pratiques "tape-à-l'œil" consistant à présenter les actions des autorités dans ce domaine comme des œuvres individuelles de bienfaisance ;

Nous encouragerons et soutiendrons la solidarité privée envers les défavorisés comme un engagement personnel, civique, social et religieux ;

Nous reconstruirons le système de l'éducation en accordant à tous ses acteurs les moyens de concevoir et gérer des projets éducatifs innovants, adossés à nos valeurs les plus positives et tournés vers l'avenir. A cette fin, nous ferons la promotion continue de l'innovation technique et technologique, de la qualité et du culte du mérite et nous introduirons l'éducation à la citoyenneté et au patriotisme dans les programmes scolaires et universitaires, en leur donnant autant d'importance que les autres disciplines ;

Nous donnerons à la famille toute sa place, ainsi que les moyens de jouer son rôle d'éducation, de sauvegarde et de diffusion des valeurs les plus positives de notre société ; chaque famille sera le premier rempart contre les agressions culturelles extérieures et le premier levier pour la construction du citoyen sénégalais de demain ; les chefs de famille, Hommes et Femmes, seront mis devant toutes leurs responsabilités ;

Nous appliquerons sans faiblesse toutes les lois qui organisent le bon voisinage et la vie en communauté et mettrons un terme aux agressions sonores, aux nuisances et pollutions de toutes sortes, à l'occupation illégale et anarchique de l'espace public et des voies de circulation ;

Nous garantirons le droit à la santé et à l'accès à des services de qualité relatifs à l'amélioration de l'hygiène et de la salubrité dans les quartiers ainsi que des cadres de vie, en donnant notamment aux collectivités locales les moyens de sensibiliser, de contrôler et au besoin de sanctionner toutes les violations aux règles du vivre ensemble ;

Nous garantirons le respect absolu des règles relatives aux réserves d'équipements dans la construction de nouveaux lotissements;

Nous garantirons la sécurisation et la protection des espaces publics existants dans les lotissements actuels contre toute forme de spoliation et œuvrerons à améliorer fortement le cadre de vie dans les quartiers par des actions de restructuration associant toutes les populations concernées ;

Nous reconnaissons la contribution des communautés religieuses à la consolidation de la Nation et de la République et leur donnerons toute leur place, en tant qu'éléments de notre patrimoine social et culturel qui ne sauraient être mis en concurrence avec l'État, et acteurs incontournables dans la promotion du dialogue national et le renforcement de la cohésion sociale et de l'unité nationale.

III. VALORISER ET RELANCER LES SECTEURS DE PRODUCTION

L'économie sénégalaise croît faiblement et reste vulnérable aux aléas climatiques et aux chocs extérieurs. Peu diversifiée, inadéquatement financée et profondément extravertie, elle ne peut créer les conditions optimales de création de richesses et de lutte contre le sous-emploi et la pauvreté.

Nous proposons au peuple sénégalais un nouveau paradigme économique comme base d'une vision nouvelle du développement qui postule un changement des modes de production et de consommation hérités de la colonisation.

Ce nouveau paradigme mettra en avant des transitions stratégiques et ordonnées vers des modèles de financement du développement plus diversifiés, équilibrés et durables, qui valorisent fortement l'implication de l'État et du secteur privé national.

Sur le chemin que nous préconisons, nous veillerons à ce que personne ne soit abandonné sur le bord de la route. Nous ferons de chaque Sénégalais un acteur et assumerons collectivement la haute responsabilité sur le développement de notre pays.

Nous mettrons en œuvre des politiques de mobilisation efficace des ressources nationales pour appuyer les petites et moyennes entreprises afin d'en faire les principaux acteurs de transformation des produits locaux, notamment dans les domaines agro-industriels, convaincus que le développement du Sénégal ne sera pas financé seulement par des capitaux étrangers, lesquels ne viendront qu'en complément de nos propres efforts;

Nous investirons résolument dans l'énergie, en valorisant en particulier le potentiel non exploité des énergies renouvelables et fossiles, pour aider les entreprises sénégalaises jusqu'ici plombées par les coûts des facteurs de production, à renforcer leur compétitivité ;

Nous apporterons un soutien concret aux entreprises sénégalaises à travers la formation professionnelle adaptée à leur taille et leur nature, l'encadrement et la facilitation de l'accès aux services financiers et non financiers nécessaires à leur développement. Nous valoriserons les secteurs de l'artisanat et des PME en leur garantissant une part significative des achats publics, notamment dans le domaine de l'équipement mobilier, ce qui sera un exemple de notre patriotisme économique assumé ;

Nous œuvrerons inlassablement pour la transformation de l'agriculture, pilier de notre souveraineté alimentaire, grâce à un meilleur accompagnement des exploitations agricoles, y compris les exploitations familiales, afin qu'elles accèdent aux terres, aux technologies, aux financements et aux marchés nécessaires à leur développement ;

Nous développerons une **économie industrielle locale** basée sur la valorisation des produits des terroirs pour enclencher une dynamique de développement territorial plus équilibré et éviter ainsi que toute l'activité économique ne se concentre dans la capitale ;

Nous mettrons en place un environnement économique, politique et juridique incitatif pouvant à la fois attirer des capitaux extérieurs utiles mais aussi préserver les intérêts de l'État et des citoyens. Dans cette perspective, le Sénégal prendra toutes les mesures appropriées pour s'assurer que ses intérêts sont correctement pris en charge dans toutes les dispositions incitatives contenues dans les différents codes, notamment le code minier, le code des investissements, le code pétrolier, le code général des impôts, etc.

Nous garantirons une exploitation durable et une gestion responsable et transparente de nos ressources naturelles, avec le souci permanent de préserver notre environnement et de redistribuer équitablement les richesses ;

Nous érigerons le travail, conformément à nos valeurs, en véritable dogme dont la matérialisation sera assumée au premier chef par les dirigeants, dans l'État comme dans l'entreprise.



IV. CONSOLIDER LA PLACE DU SENEGAL EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE

Convaincus que l'avenir se trouve dans une Afrique unie et prospère, le Sénégal s'investira résolument dans la construction de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et sur le continent, en appuyant toutes les initiatives de construction et de mise en œuvre de politiques économiques communes.

Nous faisons l'option du renforcement de la CEDEAO qui, à terme, devrait être la seule communauté économique régionale en Afrique de l'Ouest;

Nous nous engagerons dans la construction et la mise en œuvre de tous les instruments pour l'effectivité de l'intégration régionale, notamment la monnaie de la CEDEAO ainsi que l'application de tous les protocoles sur la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux au sein de la région;

Nous œuvrerons résolument pour le renforcement de l'unité politique et l'intégration économique de l'Afrique et défendrons partout dans le monde l'image comme les intérêts du continent africain ;

Nous assurerons la présence économique du Sénégal dans la sous-région, notamment en encourageant et en appuyant le déploiement des entreprises sénégalaises dans les pays limitrophes comme la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali et la République de Guinée, etc.;

Nous ferons du Sénégal une terre africaine d'hospitalité sur laquelle les citoyens africains et du monde pourront s'établir, investir et vivre dans le respect des règles nationales et communautaires ;

Nous redéfinirons nos partenariats économiques en mettant en avant les principes d'égalité, de respect mutuel et de prise en compte de nos spécificités socioculturelles ainsi que de nos besoins en matière de développement. Dans cette perspective, nous n'adhérerons qu'à des accords économiques offrant la garantie de retombées bénéfiques mesurables pour le Sénégal et pour l'Afrique de l'Ouest ;

Nous œuvrerons de manière déterminée pour le développement des partenariats économiques et commerciaux avec les pays du Sud afin de diversifier nos partenaires et nous assurer, par ce biais, un accès à des marchés, des capitaux et des technologies supplémentaires.